



La Commune



La violence policière « en marche »

L'état d'urgence, reconduit à plusieurs reprises depuis deux ans, a jeté une lumière crue sur la violence policière de l'État. Les « bavures » sont nombreuses, de plus en plus graves, et le plus souvent impunies. Les corps répressifs flirtent avec l'extrême-droite trouvant dans ses thèses la justification pour prendre les populations paupérisées et « radicalisées » pour cible. La politique des derniers gouvernements encourage cette police à montrer sa détestation de celles et ceux qui osent se lever contre l'aggravation des inégalités économiques et sociales.



Gérard Collomb

L'état d'urgence qui avait été instauré une première fois pendant la guerre de libération du peuple algérien a permis aux forces de répression de montrer avec quel zèle elles ont obéi aux diktat des politiques.

Le 17 octobre 1961, la police réprime une manifestation de travailleurs algériens : au total ce sont plusieurs dizaines de femmes et d'hommes qui y laissent leurs vies.

Le 8 février 1962, la même police assassine neuf militants de la CGT venus clamer leur opposition à la guerre coloniale et leur rejet de l'OAS.

Ces deux tueries se font sous les ordres du préfet de police, Maurice Papon, ancien grand ami et serviteur des nazis.

Homicides policiers

La liste de celles ou ceux morts sous les balles ou les coups des forces de répression est tristement longue. Adama Traoré meurt dans la cour de la gendarmerie de Persan ; Amadou Kouré, père de famille de 33 ans, dans les locaux du commissariat du dixième arrondissement à Paris ; Rémy Fraisse, âgé de 21 ans, meurt sur la Zad du Testet dans le Tarn après avoir reçu une grenade tirée par un gendarme.

Blessures volontaires

A Calais, ce sont les exilés qui sont systématiquement aspergés de gaz au poivre au point que les associations de soutien aux migrants ont constaté de nombreux troubles respiratoires parmi les gazés. Le gaz, n'est-ce pas le produit que l'on utilise pour détruire les nuisibles ? Le défenseur des droits, Jacques Toubon, s'est inquiété d'atteinte aux droits d'une exceptionnelle et inédite gravité à Calais, mentionnant

une « *traque* » des migrants. Il a exhorté les pouvoirs publics à « *ne pas s'obstiner dans ce qui s'apparente à un déni d'existence des exilés* ».

Collomb + extrême droite = surenchère d'exactions

Dans ces conditions forgées par la politique répressive des gouvernements successifs, les forces de l'ordre sont un vivier pour l'extrême-droite. Une étude du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) démontrait qu'en 2015 plus de 50 % des policiers et gendarmes avaient voté Front National, tendance qui se confirme aux élections présidentielles de 2017. Certains se sentent alors pousser des ailes.

Le 5 mai, à Rennes, le patron de la BAC porte un coup de genou à un homme qu'il interpelle sans résistance. Il sera finalement condamné à dix mois de prison avec sursis pour violences et mensonges ¹.

Le matin du 10 octobre, les lycéens du lycée Bergson lancent une occupation. Quelques poubelles sont brûlées. Il y a intervention de la BAC (la même qui, l'année précédente, avait fracassé plusieurs lycéens pendant qu'un de leurs collègues assenait un coup de poing d'une rare violence à un lycéen, fait pour lequel il sera plus tard condamné à huit mois de prison avec sursis). Cette fois-ci, ils embarquent quatre lycéens qu'ils menacent, insultent dans le secret du commissariat.

Monsieur et madame Tout-le-monde dans le collimateur

Menaçant les libertés civiles, syndicales et publiques, l'état d'urgence est devenu définitif, sous couleur d'une « loi de sécurité intérieure antiterroriste ». Avec ce dispositif, la répression ne vise plus seulement les jeunes « au faciès », les manifestants lors des manifestations où interviennent ceux qui « détestent la police », mais Madame et Monsieur Tout-le-monde. Les salariés de GM&S, soutenus et accompagnés par la population et des élus, ont reçu comme réponse, à leur souhait de rencontrer Macron, une bonne dose de gaz lacrymogène. Parents d'élèves et riverains manifestent à Montreuil pour la fermeture de la SNEM, qui produit encore 37 tonnes de « déchets dangereux » : ils sont délogés violemment par les CRS ; six blessés et deux parents embarqués au commissariat. Des parents d'élèves qui s'opposent à la fermeture du lycée Surcouf de Saint-Malo sont reçus par les forces de l'ordre qui envoient une dizaine de collégiens à l'hôpital. Le même jour à Rennes, la police charge en voiture des manifestants tentant de bloquer le périphérique. La répression des mouvements sociaux tend à être assimilée à la lutte antiterroriste. Des mesures liberticides gagnent le droit commun, la réforme de la « légitime défense » normalise l'usage des armes, renforce les peines d'outrage et légalise les déviances policières en bande organisée. Visiblement, les opposants assermentés de sa Majesté Macron ont mieux à faire que d'intervenir pour nos libertés. Nous n'attendons rien d'eux.

**Francis Charpentier,
31 octobre 2017**

1. <http://www.20minutes.fr/rennes/2109371-20170727-rennes-patron-bac-condamne-10-mois-prison-sursis-violences-mensonges>

Modifié le dimanche 12 novembre 2017

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... >>



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... >>



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... >>



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »